

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 JANVIER 1914.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1914 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. STANDAERT.

MESSIEURS,

Le projet de budget pour l'exercice 1914 accuse sur l'exercice précédent une augmentation de 565,667 francs.

L'augmentation à l'ordinaire est de 1,279,000 francs, nécessitée spécialement par les prévisions de dépenses pour les frais de justice et les frais de transport d'indigents.

Cette majoration à l'ordinaire est compensée jusqu'à due concurrence, par une diminution de 913,335 francs à l'extraordinaire.

L'examen du budget au sein des sections de la Chambre a donné lieu à diverses observations relatives aux objets suivants :

Abus du *Pro Deo*

Situation malheureuse de grand nombre d'huissiers

Abus en matière d'emploi du flamand devant diverses juridictions à Bruxelles

Lutte contre la criminalité

Réorganisation de la bienfaisance

Réforme du notariat

Arrière de certains tribunaux

Organisation d'un comité de législation et de juridictions administratives

Augmentation du traitement de la magistrature

Au sujet de ce dernier vœu plusieurs sections ont insisté pour le vote immédiat du projet de loi actuellement rapporté à la Chambre. De son côté, la Section centrale insiste vivement pour que ce projet, séparé de tout autre

(1) Budget, n° 4^{IV}.

(2) La Section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. du Bus de Warnaffe, Crick, Rosseeuw, Royer E., Standaert, Poncelet.

plus controversé et auquel il ne devrait pas être subordonné, vienne, à brève échéance, en discussion ; plusieurs membres ont émis l'avis que c'est là non seulement une question de justice mais une question de dignité.

Tous les points ci-dessus ne pouvant être traités au cours d'une session forcément écourtée, votre rapporteur a cru pouvoir s'en tenir à quelques questions de droit criminel, qui s'imposent plus spécialement à l'attention du Parlement.

* * *

Il est de tradition — lors de l'examen du Budget de la Justice — de parler « du flot montant de la criminalité ».

Simple hyperbole ou décevante réalité ? La question vaut qu'on l'examine de près.

Les statistiques criminelles — si parfaitement établies chez nous — fournissent à ce sujet des éléments précieux.

Comparée aux années qui précèdent immédiatement, l'année 1912 donne un chiffre plus élevé de condamnations, mais il faut se garder d'en conclure à une recrudescence de la criminalité ; bien des facteurs interviennent ici, notamment l'augmentation du personnel et l'activité plus ou moins intense des cours et tribunaux. Par ailleurs, en ces derniers temps on constate, d'une année à l'autre, une certaine alternance dans le chiffre total des condamnations.

Voici à ce sujet un tableau intéressant :

Nombre des condamnés pour le royaume

En 1908	52,527	condamnés.		
En 1909	59,194	—	soit en —	2,125.
En 1910	55,420	—	soit en +	3,226.
En 1911	50,655	—	soit en —	2,785.
En 1912	54,480	—	soit en +	3,745.

La Belgique criminelle, de M. Henri Joly, renseigne comme moyenne de la criminalité, dans le royaume, 12 condamnés par mille habitants.

Or, le pays ne compte guère aujourd'hui que douze cantons judiciaires — sur plus de 160 — où la criminalité dépasse le chiffre de 12 condamnés par mille habitants ; ce sont les suivants :

La Louvière	17.6	condamnés par mille habitants		
Charleroi	16.8	—	—	
Messancy	16.4	—	—	
Châtelet	16.5	—	—	
Ostende	14.6	—	—	
Boussu /				
Jumet }	15.8	—	—	
Mons	15.7	—	—	
Bruxelles	15.1	—	—	
Dour	12.7	—	—	
Rœulx	12.6	—	—	
Mouscron	12.1	—	—	

D'autre part, dans douze cantons judiciaires la criminalité ne dépasse guère le chiffre de 3 condamnés par mille habitants. Ce sont :

Hooglede	}	5.1 condamnés par mille habitants			
Couvin					
Gedinne					
Lennik-Saint-Quentin	{	5.0	—	—	—
Wolverthem					
Waerschoot		2.9	—	—	—
Brecht	}	2.0 — — —			
Durbuy					
Laroche					
Ferrière		2.6	—	—	—
Wellin		2.2	—	—	—
Erezée		2.1	—	—	—

Considérée au point de vue des principales villes du royaume, la criminalité — par cantons — s'accuse dans l'ordre suivant :

Charleroi	16.8	condamnés par mille habitants			
Ostende	14.6	—	—	—	
Mons	15.7	—	—	—	
Bruxelles	15.1	—	—	—	
Gand	11.1	—	—	—	
Anvers	10.6	—	—	—	
Malines	9.2	—	—	—	
Namur	9.1	—	—	—	
Verviers	8.9	—	—	—	
Liège	8.1	—	—	—	
Bruges	8.1	—	—	—	
Tournai	8.0	—	—	—	

On ne voit pas, chez nous, nos grandes villes, comme en maint pays les capitales, tenir la tête du mouvement de la criminalité; ainsi nous trouvons classés sur l'échelle descendante de la criminalité :

Les cantons de Bruxelles, au 9 ^e échelon;					
—	—	Gand	au 15 ^e	—	
—	—	Anvers	au 16 ^e	—	
—	—	Liège	au 50 ^e	—	

La moyenne pour tout le pays, en 1912, est de 7.3 condamnés par mille habitants; les cantons de Courtrai, Nieupoort, Nivelles, Audenarde, Thielt, Poperinghe, se rapprochent très approximativement de ce chiffre.

Il serait intéressant de comparer cette moyenne avec celle des autres pays d'Europe; malheureusement, la chose paraît, actuellement du moins, impossible. L'Institut international de Droit pénal a tenté cette étude, mais sans succès; d'un pays à l'autre les notions de la statistique criminelle sont

diverses à ce point, qu'on n'a pu coordonner les éléments de l'enquête projetée.

Il peut être utile, au point de vue de la statistique des condamnés, de noter ici que nos tribunaux correctionnels ne sont ni plus indulgents ni plus sévères aujourd'hui qu'hier : depuis de longues années le nombre proportionnel des acquittements reste stationnaire. Calculés sur l'ensemble des prévenus, les acquittements représentent :

17.9	p. c. en 1898
19.4	p. c. en 1900
17.4	p. c. en 1901
18.3	p. c. en 1911
18.5	p. c. en 1912

Si après avoir considéré le nombre des condamnés, nous nous reportons au chiffre des condamnations individuelles — dans lequel chaque condamné est compté autant de fois qu'il a subi de peines pour infractions différentes — on en arrive à serrer de plus près le développement de la criminalité.

Voici les chiffres mis en proportion avec la population du royaume :

1907		8.4	infractions par 1000 habitants			
1908		7.8	—	—	—	
1909		7.4	—	—	—	
1910		7.9	—	—	—	
1911		7.4	—	—	—	
1912		8.0	—	—	—	

D'autres éléments d'appréciation, mais qui n'ont plus la même valeur, peuvent être envisagés, notamment les chiffres fournis par la statistique dite pénale.

Voici la proportion du nombre de plaintes, dénonciations et procès-verbaux parvenus aux différents parquets :

En 1910		28.0	plaintes par 1000 habitants			
En 1911		28.2	—	—	—	
En 1912		29.2	—	—	—	

Il y a, ici, progression mais cet élément n'a pas grande importance surtout quand on sait combien d'un parquet à l'autre, la méthode diffère pour la numération des notices et combien de lois nouvelles ont accru le nombre des délits et des contraventions.

En examinant, par le détail, le chiffre de cette progression, on voit que dans tous les parquets du pays le *statu quo* s'est à peu près maintenu, excepté :

A Bruxelles où le nombre de plaintes monte de	41,498	à	44,850
A Anvers	—	—	17,685 à 19,168
A Charleroi	—	—	25,555 à 27,752
A Liège	—	—	15,034 à 16,694
Totaux.		99,452	108,464

Quand on constate que par tout le royaume le nombre des plaintes et procès-verbaux reste stationnaire, il va de soi que l'accroissement anormal

constaté dans quatre parquets du pays, peut dériver d'une cause exceptionnelle dont on ne saurait déduire aucune conclusion décisive. D'ailleurs, ces chiffres n'ont rien de commun avec les statistiques criminelles scientifiquement établies au département de la justice; chaque parquet, à la fin de l'année, sur des données souvent un peu hâtives, transmet des renseignements qui ne sont pas autrement contrôlés. Du moment qu'on s'écarte de la statistique criminelle pour tabler sur les données de la statistique pénale, on s'expose à errer.

Au surplus nous voyons qu'en 1912, aux parquets de Bruxelles, Anvers, Charleroi et Liège, près de 50,000 plaintes ont été écartées d'emblée.

En France le nombre de plaintes écartées, ainsi, en 1909, s'élevait à 509,101!

Somme toute, pour de très nombreuses raisons, cet élément est secondaire et il étonne que, dans *La Belgique criminelle*, un esprit aussi averti que M. Henri Joly n'en ait point saisi la relativité.

Un élément dont la valeur est mieux caractérisée nous est fourni par le nombre d'affaires soumises, en 1912, aux divers juges d'instruction du pays: ils ont eu à connaître de 52,515 affaires, — alors que le chiffre de 1911 était de 52,469, soit une diminution de 154 affaires.

Dans un travail des plus intéressants, fourni, celui-là, par la statistique criminelle, on s'efforce, depuis 1902, à fixer le total de toutes les infractions se rapportant à une même année; ce travail s'arrête évidemment à l'année 1909, puisque pour le parfaire il faut attendre le délai normal de la prescription.

Voici le résultat :

En 1905,	il a été commis	69,456	infractions	déférées	aux tribunaux.
En 1906,	—	75,565	—	soit en +	5,907
En 1907,	—	76,858	—	soit en +	1,495
En 1908,	—	68,425	—	soit en —	8,435
En 1909,	—	65,989	—	soit en —	2,454

Enfin — et cela est péremptoire — si dans une vue d'ensemble on prend, par période quadriennale, le nombre moyen des individus condamnés *annuellement* en ces douze dernières années le résultat est le suivant :

Période 1901-1904 . . .	moyenne des condamnés :	55,829	par an.
— 1905-1908 . . .	—	55,119	—
— 1909-1912 . . .	—	52,155	—

Tous ces éléments réunis permettent de conclure que « le flot montant de la criminalité » apparaît chez nous plutôt comme une figure de rhétorique, dont il faudrait user avec circonspection.

A notre sens, depuis plusieurs années la criminalité, en Belgique est loin d'être en recrudescence et si l'on tient compte de l'augmentation de la population et de nombre de délits créés par des lois spéciales on peut conclure, nettement, à une régression de la criminalité dans le pays.

Si cette constatation est, à tous égards, réconfortante, elle doit nous inciter à poursuivre plus que jamais la lutte contre la criminalité; il n'est pas d'effort qui intéresse de plus près la sécurité individuelle, la paix publique et le progrès social.

* * *

Le pays attend, avec intérêt, les premiers résultats de la loi sur la protection de l'enfance et sa répercussion sur l'âge critique de la criminalité.

Nous voyons, en effet, qu'en 1912 sur mille Belges âgés de 18 à 20 ans accomplis, 51.7 furent frappés d'une condamnation — chiffre redoutable et dont il importe d'enrayer, à tout prix, l'effrayante progression.

Si la loi sur la protection de l'enfance donne les résultats qu'on escompte, c'est ici, dans la diminution du chiffre des délinquants de 18 à 21 ans, qu'il en faudra recueillir le bénéfice social.

Un autre souci appelle l'intervention efficace de la loi : à côté de la lutte contre la criminalité infantile il faut placer la lutte contre LA RÉCIDIVE.

En 1912, sur cent infractions individuelles environ cinquante ont été commises par des récidivistes. C'est surtout à partir de l'âge d'homme — à partir de la vingt-cinquième année — que le récidiviste prend place au premier rang de la criminalité. Les délinquants (hommes) âgés de 25 à 50 ans — condamnés en 1912 pour crimes ou délits — étaient récidivistes dans la proportion de 14,595 contre 9,482 primaires; dans ces chiffres les condamnés pour vols sont au nombre de 1,541 récidivistes contre 752 primaires. Il est d'ailleurs constaté que 50 p. c. des récidivistes sont des spécialistes se cantonnant dans un même genre d'infractions.

Il nous faut rapprocher de ces chiffres, avec les réserves relatives à la statistique pénale, le nombre de crimes et délits restés impunis *parce que le juge d'instruction n'a pu découvrir l'auteur* : ils étaient, en 1912, au nombre de 7,659 délits et de 5,085 crimes. Plus de trois mille crimes restés impunis en une seule année! Or, il est certain que le plus grand nombre de ces méfaits sont l'œuvre de récidivistes; instruits à l'école du crime, véritables professionnels dans la matière, ces délinquants usent de toutes les roueries en vue de dépister la police et de ne laisser aucune trace du méfait. Prendre des mesures rigoureuses contre les récidivistes, c'est du même coup et à n'en pas douter, diminuer le nombre des crimes *qui restent impunis*.

Ces constatations démontrent quel service considérable le Parlement rendrait à la chose publique en légiférant sur cet important objet.

Notre législation sur la récidive est quasi nulle, la théorie du Code pénal est étroite et inopérante : pendant l'année 1912, sur un total de 29,196 condamnations individuelles subies par des récidivistes (dans le sens étendu où les prend la statistique criminelle) 1,226 condamnations correctionnelles seulement s'élèvent à six mois de prison ou plus. Cela fait toucher du doigt l'inanité de notre législation en cette matière.

Le récidiviste est le malfaiteur incurable que la prison ne saurait guérir, la cellule pénitentiaire est, pour lui, l'asile où il trouve bon gîte, bon feu, bonne soupe, où il se repose du forfait d'hier et médite au crime de demain.

Le délinquant primaire donne l'espoir d'amendement; il faut que la justice, pour lui, soit généreuse, indulgente et élémentaire; on l'a dit avec force: *La Justice sans la Bonté forfait à sa mission.*

Un magistrat éminent, M. Scheyven, ancien premier président de la Cour suprême, écrivait récemment, dans des pages pleines d'intérêt, qui constituent, en quelque sorte, son testament judiciaire: « Pourquoi » ne l'avouerais-je pas, je me dis souvent que dans l'exercice de la mission » pénible de rechercher les coupables et de les juger, j'ai apporté trop de » sévérité. Il me semble que si je recommençais ma vie et si je me retrou- » vais au milieu des misères de l'humanité que dévoile la pratique de la » justice répressive, je rechercherais mieux les causes d'atténuation de la » responsabilité pénale et le sentiment de la pitié m'animerait davantage, » envers les malheureux, victimes soit de l'atavisme, d'exemples pernicieux » ou d'une éducation vicieuse, soit souvent du dénuement le plus complet; » je supporterais aussi avec plus de patience les efforts si naturels chez » beaucoup d'entre eux pour entraver la découverte de la vérité et échapper » aux rigueurs de la justice. »

Souhaitons que l'écho d'aussi nobles paroles et la mélancolie de ces regrets, pénétrant jusqu'au cœur, jusqu'à la conscience de tous nos magistrats.

Mais quand un individu apparaît comme un délinquant invétéré, sur lequel la bonté n'a plus de prise, dont on ne peut espérer l'amendement, qu'il est arrivé à ce stade que nos criminalistes appellent « l'état dangereux », la question de châtimement plus ou moins sévère passe à l'arrière-plan, c'est de protéger la sécurité publique qu'il importe avant tout. La peine ne doit plus tant viser le fait que l'individu; c'est l'être dangereux qu'il faut atteindre, en l'éliminant pour un terme plus ou moins long de la société, où il constitue un danger public.

Les criminalistes français, et à leur tête M. Garçon, professeur de droit à la faculté de Paris, estiment que le degré de la criminalité se relèverait notablement, si la peine de la rélegation ne tenait éloignés de France près de vingt mille récidivistes.

Notons toutefois — surtout à l'adresse de ceux qui songent à la relégation des récidivistes au Congo Belge — cet avis de M. Henri Joly dans son ouvrage *Le Combat contre le Crime*: « Non seulement ni transportation ni relégation ne nous débarrassent d'aucun souci; non seulement elles ne suppriment pas les difficultés du régime pénitentiaire, mais à toutes les difficultés qu'elles laissent subsister, en les aggravant, elles en ajoutent de nouvelles, que la force des choses les rend impuissantes à résoudre. »

Deux projets de lois sur la matière, ont été déposés à la Chambre. Un projet de loi de M. Van den Heuvel prévoit des augmentations de peine en cas de récidive. Un autre projet, vraiment intéressant, de feu M. Devigne et qui nous semble mieux s'inspirer des idées actuelles en matière de récidive, prévoit l'internement indéterminé des récidivistes incorrigibles, non à titre de peine, mais par mesure de sage prévoyance, de sécurité publique.

La Section Centrale émet le vœu de voir le Gouvernement présenter, dans le plus bref délai, un projet de loi sur la récidive; elle a la conviction qu'une

législation qui mettrait les récidivistes incorrigibles dans l'impossibilité de nuire, diminuerait notablement le nombre des crimes, les plus redoutés et les plus graves.

Ajoutons qu'un membre de la Section Centrale, tout en faisant ses réserves et voulant, disait-il, établir quant à lui, « les responsabilités essentielles », a insisté sur les imperfections d'une organisation sociale où est trop négligée, même ignorée, la situation des orphelins, des enfants abandonnés et de la masse si intéressante des anormaux, et où les forces physiques, intellectuelles et morales de la classe ouvrière ne sont ni ménagées ni cultivées.

Il a paru à la majorité de la Section Centrale que cette observation ne tient pas suffisamment compte de quantité d'œuvres existantes ni des lois les plus récentes, votées par le Parlement.

On ne saurait parler de la lutte contre la criminalité et surtout contre la récidive sans songer à l'alcoolisme. Certes, ici encore, il y a quelque progrès.

Voici les chiffres des condamnations du chef d'ivresse scandaleuse en ces cinq dernières années :

1908.		25,610	condamnations ;
1909.		21,971	—
1910.		22,052	—
1911.		20,381	—
1912.		21,410	—

Rien n'est suggestif comme de constater que la grande majorité des condamnations trouve sa source dans l'ivresse alcoolique.

Voici le tableau renseignant le nombre proportionnel des condamnations individuelles encourues par des délinquants *se trouvant en état d'ivresse*.

	Condamnés primaires.	Condamnés récidivistes.
En 1908.	. . . 12.24 p. c.	45.85 p. c.
En 1909.	. . . 12.02 p. c.	43.97 p. c.
En 1910.	. . . 11.59 p. c.	44.46 p. c.
En 1911.	. . . 11.42 p. c.	45.17 p. c.
En 1912.	. . . 11.74 p. c.	44.16 p. c.

Ces chiffres lamentables sont plus éloquents que tout ce qu'on pourrait dire à l'appui d'une « politique judiciaire » ayant en tête de son programme la lutte opiniâtre contre l'ivrognerie.

*
* * *

Le problème de l'instruction secrète et de la réforme de la procédure pénale est de ceux qui ne sauraient attendre plus longtemps une solution.

Le code d'instruction criminelle date de 1808; on pourrait même dire qu'il remonte à l'ancien régime, car le système inquisitorial avec, à sa base, le secret absolu, n'est qu'un décalque de l'ordonnance criminelle de 1670.

Il n'est d'ailleurs pas étonnant qu'en 1808 l'absolutisme de Napoléon se soit accommodé d'un système qui consacre si puissamment le pouvoir entre les mains d'un seul, au grand dam de la liberté individuelle.

Cette réforme nécessaire, touche aux fondements mêmes du droit criminel et M. Thonissen a pu dire « qu'il est un des problèmes les plus importants de notre droit moderne ».

Aussi n'a-t-il cessé de préoccuper tous ceux qui s'intéressent à l'évolution progressive de notre législation.

Déjà le Congrès s'en était inquiété, et l'article 139 de la Constitution nous dit, toujours avec la même actualité qu'en 1850 : « Le Congrès » national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées » et dans le plus court délai possible aux objets suivants : ... La revision » des codes ».

Des efforts nombreux témoignent d'une lutte incessante, d'un mouvement croissant en vue de la refonte de notre procédure pénale.

Une commission extra-parlementaire fut nommée par arrêté royal du 5 mars 1850, pour reviser le code d'instruction criminelle ; elle travailla, mais avec lenteur.

Vingt ans après, dans un rapport au Roi, de janvier 1870, M. Bara, Ministre de la Justice, voulant sans doute infuser un sang nouveau à cette commission, proposa de la compléter par l'adjonction de nouveaux membres.

« Depuis quelque temps, dit le rapport au Roi, on se préoccupe » beaucoup, en Belgique et partout en Europe, de tout ce qui touche à » l'instruction en matière de crimes et de délits. Sans vouloir désarmer la » société, tout en lui donnant au contraire des moyens plus efficaces et plus » prompts pour arriver à la preuve des infractions et atteindre les cou- » pables, on s'attaque à certaines rigueurs qu'on dit excessives ou inutiles » aux lenteurs de la procédure et aux pouvoirs des magistrats qu'on trouve » trop étendus...

» La commission aura à examiner si l'instruction préparatoire doit rester » secrète ou devenir, en règle générale, publique ; si les pouvoirs des chefs » de parquets et des juges d'instruction doivent être maintenus tels qu'ils » sont établis ; si la défense n'a pas de droits au début de l'instruction. »

On le voit, le problème se trouve esquissé dans toute son ampleur.

A la même époque paraissait une étude de M. Prins : *La réforme de l'instruction préparatoire en Belgique* qui constitue un vif réquisitoire contre le système inquisitorial du Code de 1808 et un plaidoyer alerte et documenté pour l'instauration du système accusatoire dont s'honore l'Angleterre.

La Commission extra-parlementaire ayant déposé un avant-projet en 1876, la Chambre, à son tour, nomma une commission spéciale, dont l'honorable M. Woeste est le dernier survivant et qui eut la bonne fortune d'avoir pour rapporteur M. Thonissen.

L'éminent criminaliste déposa sur le bureau de la Chambre, du 11 mai 1877 au 8 mai 1884, divers rapports qui furent réunis en deux gros volumes et constituent un travail imposant et à tous égards considérable.

Seul le titre préliminaire du projet est devenu, avec quelques modifications, la loi du 17 avril 1878 contenant les règles relatives à l'exercice de l'action publique.

Depuis cette époque, dans le monde de la magistrature et du barreau, des débats surgirent nombreux et intéressants : mercuriales pour et contre la revision, — vœux pressants en faveur de la publicité de l'instruction et des droits de la défense, par la voix des organes les plus autorisés du barreau ou

de la *Fédération des Avocats belges*, — toute une littérature judiciaire ardente et combative.

De ce mouvement est né le projet de loi instaurant la réforme de l'instruction préparatoire déposé le 29 mars 1901 sur le bureau de la Chambre, et portant la signature de MM. Paul Janson et Hymans; l'exposé des motifs est de M. Janson.

Ce projet, dans l'intention de ses auteurs, était un projet transactionnel destiné à mettre d'accord les partisans adverses du système inquisitorial et du système accusatoire. Ce projet maintient la conception du juge d'instruction d'après le principe inquisitorial : Ce magistrat reste à la fois officier de police chargé des investigations, personnellement préoccupé du succès de ses recherches et, d'autre part, juge, magistrat, ayant le pouvoir de se prononcer dans toute la phase préliminaire de l'instruction. Seulement, le prévenu a un droit de contrôle sur les actes du magistrat instructeur, il dirige l'activité du juge dans un sens favorable à la défense, il peut même assister à l'interrogatoire des témoins. C'était une initiative audacieuse lorsqu'on tient compte des circonstances de temps et de lieu.

Au moment où la Section Centrale allait procéder à l'examen du projet Janson, M. Vandenhoevel ministre de la Justice, annonça que le Gouvernement userait à bref délai de son initiative; et le 26 février 1902, le Gouvernement déposa, en effet un projet de loi comprenant les titres II et III du Code de procédure pénale.

L'exposé des motifs, se basant d'ailleurs dans ses grandes lignes sur le rapport de M. Thonissen, se prononce pour le maintien du système inquisitorial, faisant surtout ressortir la nécessité qu'il y aurait, en recourant au système accusatoire, d'introduire des modifications profondes dans le recrutement de la police judiciaire. « Il faudrait, dit M. Vandenhoevel, transférer les attributions actuelles du juge d'instruction à des officiers de police, qui, sous bien de rapports, présenteraient moins de garanties. »

Dans le système du projet Vandenhoevel, la défense trouve accès aux perquisitions, aux vues des lieux, aux expertises, elle peut y contredire, mais l'audition des témoins reste secrète pour le prévenu et son interrogatoire a lieu sans assistance de l'avocat.

Le juge d'instruction demeure à la fois officier de police et magistrat, il dirige l'instruction tout en gardant voix délibérative en Chambre du Conseil.

L'initiative du Gouvernement marque évidemment un progrès sérieux, et volontiers on rend hommage aux idées qui l'ont inspiré.

Toutefois, ce projet souleva des objections nombreuses, parce qu'il maintenait, en somme, la procédure inquisitoriale secrète et fermée, alors qu'en France ce système, venait de subir une atteinte sensationnelle.

Une loi votée en 1897 — la loi Constans — ouvrait le cabinet du juge d'instruction à l'avocat du prévenu toutes les fois qu'il serait procédé à son interrogatoire.

Cette loi, àprement critiquée et vivement exaltée, donne-t-elle les résultats désastreux ou les avantages réels, craints par les uns et escomptés par les autres?

Une enquête fut faite, l'année dernière, à Paris même, par un de nos chro-

niques judiciaires des plus compétents, M. Camille Roussel. Le résultat de cette enquête intéressante, où, au jour le jour, sont consignés les avis de nombre de magistrats et avocats parisiens, laisse cette impression que la loi Constans n'est qu'une solution très fragmentaire de la réforme du Code de procédure pénale et qui n'a guère donné lieu aux inconvénients redoutés. Il est vrai, l'enquête en témoigne, que les juridictions d'instruction, en France, s'entendent assez bien à éluder la loi, à chaque fois qu'il leur convient de passer à côté.

En résumé, la loi Constans semble être une innovation un peu superficielle, elle ne constitue pas une réforme sérieuse de l'instruction pénale; c'est dans le vif de la procédure secrète qu'il faut trancher pour arriver à quelque chose de substantiel et de complet.

Les divers projets dont la Chambre belge fut saisie, ayant disparu à la suite de la dissolution des Chambres, il appartient au Gouvernement de déposer un projet destiné à mettre fin aux errements d'un vieux Code, dont M. Thonissen a écrit :

« On trouverait difficilement un criminaliste de quelque valeur qui consentit à se constituer le champion de la procédure secrète telle qu'elle est » organisée par le Code de 1808. »

Lors de la discussion du budget de la justice, en 1915, l'honorable Ministre de la Justice a annoncé le dépôt d'un projet de loi sur la matière.

Espérons que, faisant un pas de plus dans la voie d'une évolution progressive, le Gouvernement saura opérer la refonte de notre procédure pénale en ouvrant l'instruction à la contradiction et en restituant au juge d'instruction son véritable caractère.

Le procureur du roi est, de par ses fonctions mêmes, officier de police judiciaire, chargé de la découverte des crimes et délits, des investigations nécessaires en vue de la recherche des délinquants et de la preuve de leur culpabilité. On ne conçoit pas bien la logique et la nécessité d'un juge placé à côté du procureur du roi, et qui devient à son tour officier de police judiciaire, chargé de rassembler personnellement les preuves de l'infraction. Les légistes ont beau répondre : l'un a le droit de requérir et l'autre d'instruire, ce sont là subtilités d'école qui sortent du domaine des choses pratiques.

Pourquoi ne pas laisser au ministère public seul cette mission? Où serait le mal de voir se réaliser cette formule de M. Prins : le ministère public doit être l'accusation, toute l'accusation et rien que l'accusation.

Et alors surgit le juge d'instruction, suivant la belle conception du système accusatoire.

Etranger à l'information policière, œuvre du ministère public, il juge véritablement l'instruction, comme il jugerait un procès civil, entre le procureur du roi qui accuse et le prévenu, assisté de son conseil, qui se défend. L'instruction préparatoire se fait au grand jour et le juge n'ordonne la détention préventive, une expertise, une descente, une mesure d'instruction quelconque qu'après un débat contradictoire devant lui. La sentence rendue, le juge reste assis, il ne descend pas dans la rue, il demeure étranger à toute mesure d'exécution.

Ce débat ouvert à la libre contradiction, se développant en pleine clarté, devant un magistrat désintéressé du succès policier de l'affaire, surveillant celle-ci, veillant avec une même sollicitude aux droits de l'accusation comme aux droits de la défense, toutes deux également accessibles auprès de lui, qui contestera que ce ne soit là une justice meilleure et mieux adaptée à une époque où l'on ne craint plus ni la lumière ni la contradiction?

La réorganisation de notre police judiciaire serait le corollaire de cette innovation, et ainsi les intérêts de la société, le souci du bien général y trouveraient leur compte, tout autant que les droits de la défense et le respect de la liberté individuelle. Mais, nous le disons sans détours, semblable réforme ne peut avoir quelque chance d'aboutir, qu'à la condition expresse de voir l'intérêt et l'honneur des citoyens efficacement garantis, contre les entreprises ténébreuses de la police et l'arbitraire ou l'excès de pouvoir des parquets.

*
* *

Lors de l'examen du budget en Section Centrale il a été insisté d'une façon toute pressante :

- a) Sur la réorganisation du notariat;
- b) Sur les craintes qui se font jour quant à « l'excès de paperasserie » dans l'application de la loi de protection de l'enfance;
- c) Sur la nécessité de fusionner les bureaux de bienfaisance et les hospices;
- d) Sur l'utilité d'une réorganisation des écoles de bienfaisance en leur donnant une direction mieux conçue dans le sens de l'amendement des jeunes colons.

L'ensemble du budget a été voté en Section Centrale par 5 voix contre 1 et 4 abstention.

Le Rapporteur,
Eug. STANDAERT.

Le Président,
E. NERINCX.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 JANUARI 1914.

Begrooting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1914 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER STANDAERT.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting voor het dienstjaar 1914 voorziet 565,667 fr. meer dan op de vorige begrooting werd uitgetrokken.

Voor de gewone uitgaven is er 1,279,000 frank meer uitgetrokken dan verleden jaar, vooral wegens de vermoedelijke uitgaven voor de gerechtskosten en de vervoerkosten van behoeftigen.

Daarentegen is er voor de uitzonderlijke uitgaven 915,555 frank minder uitgetrokken.

Bij het behandelen van de Begrooting in de afdeelingen der Kamer werden opmerkingen gemaakt betreffende de volgende punten :

Misbruik van het *Pro Deo* ;

Ongelukkige toestand van tal van deurwaarders ;

Misbruiken, wat aangaat het gebruik van het Vlaamsch voor verschillende rechtbanken te Brussel ;

Bestrijding van de criminaliteit ;

Hervorming van de weldadigheid ;

Hervorming van het notariaat ;

Achterstand bij sommige rechtbanken ;

Inrichting van een comiteit voor wetgeving en van bestuursrechtmachten ;

Verhooging van de wedde der magistraten.

Naar aanleiding van dezen laatsten wensch werd door verscheidene afdeelingen aangedrongen, opdat men het wetsontwerp, waarover thans verslag is uitgebracht, onmiddellijk zou aannemen. Harerzijds dringt de Middenafdeeling met nadruk aan, opdat gezegd ontwerp, afgescheiden van elk ander meer betwistbaar ontwerp, waaraan het niet onvoorwaardelijk

(1) Begrooting, n^o 4^{IV}.

(2) De Middenafdeeling was samengesteld uit de heeren Nerinx, voorzitter, du Bus de Warnaffe, Crick, Rosseeuw, Royer E., Standaert, Poncelet.

dient verbonden te blijven, eerlang behandeld worde; verscheidene leden waren van gevoelen dat het hier eene quaestie geldt niet alleen van rechtvaardigheid, maar ook van waardigheid.

Daar al die punten niet kunnen behandeld worden in den loop van een onvermijdelijk kort zittingsjaar, meende uw verslaggever zich te mogen bepalen bij sommige vraagstukken van strafrecht, die meer bijzonder de aandacht van de Kamers waardig zijn.

*
* * *

Bij het onderzoek van de Begrooting van Justitie wordt gewoonlijk gewezen op « den wassenden vloed van de criminaliteit ».

Geldt het een loutere overdrijving of een droeve waarheid? De zaak dient, in elk geval, grondig onderzocht te worden.

De statistieken der veroordeelingen — zoo goed ingericht in België — leveren hieromtrent kostbare opgaven.

In vergelijking met de jaren, die onmiddellijk voorafgaan, is het getal veroordeelingen in 1912 grooter, maar daaruit mag niet afgeleid worden dat het getal misdrijven toenam; dat kan afhangen van verscheidene oorzaken, namelijk van de vermeerdering van het personeel, alsmede van de mindere of meerdere bedrijvigheid der hoven en rechtbanken. In de jongste tijden stelt men overigens vast, dat er om het jaar een zekere afwisseling voorkomt in het getal veroordeelingen.

Hieromtrent deelen wij eene belangwekkende tabel mee :

Getal veroordeelden voor het gansche land.

In 1908 . . .	52,527	veroordeelden		
In 1909 . . .	50,194	—	dus 2,123	minder.
In 1910 . . .	53,420	—	dus 3,226	meer.
In 1911 . . .	50,655	—	dus 2,783	minder.
In 1912 . . .	54,480	—	dus 3,743	meer.

De *Belgique criminelle* van den heer Henri Joly vermeldt, als gemiddeld getal veroordeelden in het land, 12 per duizend inwoners.

Nu, thans zijn er in het land nog slechts twaalf rechterlijke kantons — op meer dan 160 — waar de criminaliteit meer dan 12 veroordeelden per duizend inwoners bedraagt; het zijn de volgende kantons :

La Louvière.	17.6	veroordeelden per 1,000 inwoners.		
Charleroi	16.8	—	—	—
Messancy	16.4	—	—	—
Châtelet.	16.3	—	—	—
Oostende	14.6	—	—	—
Boussu)				
Jumet)	13.8	—	—	—
Bergen	13.7	—	—	—
Brussel	13.1	—	—	—
Dour.	12.7	—	—	—
Rœulx	12.6	—	—	—
Moeskroen	12.1	—	—	—

Anderzijds zijn er, in twaalf rechterlijke kantons, ternauwernood 3 veroordeelden per 1,000 inwoners ; ziehier die kantons :

Hoogleden	{		3.1 veroordeelden per 1,000 inwoners.	—	—
Couvin					
Gedinne					
Sint-Quintens-Lennik	{		3.0	—	—
Wolverthem					
Waarschoot			2.9	—	—
Brecht	{		2.0	—	—
Durbuy					
Laroche					
Ferrière			2.6	—	—
Wellin			2.2	—	—
Erezée			2.1	—	—

Ten aanzien van de bijzonderste steden van het land wordt het getal misdrijven, per kanton, bepaald als volgt :

Charleroi		16.8 veroordeelden per 1,000 inwoners.			
Oostende		14.6	—	—	—
Bergen		13.7	—	—	—
Brussel		13.1	—	—	—
Gent		11.1	—	—	—
Antwerpen		10.6	—	—	—
Mechelen		9.2	—	—	—
Namen		9.1	—	—	—
Verviers		8.9	—	—	—
Luik		8.1	—	—	—
Brugge		8.1	—	—	—
Doornik		8.0	—	—	—

In België staan onze groote steden niet, zooals dit het geval is met de hoofdsteden van menig land, aan 't hoofd op het gebied van de criminaliteit ; zóó komen in de algemeene rangschikking :

De kantons van Brussel	voor, op den 9 ⁿ rang ;
— — — — — Gent	— 15 ⁿ —
— — — — — Antwerpen	— 16 ⁿ —
— — — — — Luik	— 30 ⁿ —

Het gemiddeld cijfer voor het gansche land, in 1912, is 7.3 veroordeelden per 1,000 inwoners ; dit cijfer is nagenoeg ook het cijfer voor de kantons Kortrijk, Nieuwpoort, Nijvel, Oudenaarde, Thielt en Poperinghe.

Het ware belangwekkend, dat gemiddeld cijfer te vergelijken met dit der overige landen van Europa ; het is jammer dat zulks onmogelijk schijnt, althans op dit oogenblik. Het *Institut international de Droit pénal* heeft die studie aangevat, doch zonder goed gevolg ; de begrippen, geldende voor

de statistiek der veroordeelingen, verschillen zoodanig van land tot land, dat men de gegevens van het ontworpen onderzoek niet kon samenordenen.

Met het oog op de statistiek der veroordeelden kan het nuttig zijn, hierop te wijzen, dat onze boetstraffelijke rechtbanken thans noch meer toegevend, noch strenger zijn dan vroeger: jaren lang reeds is het evenredig getal vonnissen van vrijverklaring onveranderd gebleven. In verhouding tot het geheel getal betichten, werden de volgende vonnissen van vrijverklaring uitgesproken:

17.9 t. h. in 1898
19.4 t. h. in 1900
17.1 t. h. in 1901
18.3 t. h. in 1911
18.3 t. h. in 1912.

Gaan wij, na ons bezig gehouden te hebben met het getal veroordeelden, over tot het getal veroordeelingen ten laste van één persoon — waarbij elke veroordeelde zooveel maal wordt medegeteld als hij straffen onderging wegens verschillende misdrijven —, dan stelt men nog beter vast, hoe het gelegen is met het toe- en afnemen van het getal misdrijven.

Ziehier de cijfers in verhouding tot de bevolking van het land:

1907	.	.	.	.	8.1	misdrijven per 1000 inwoners.
1908	.	.	.	.	7.8	— — —
1909	.	.	.	.	7.4	— — —
1910	.	.	.	.	7.9	— — —
1911	.	.	.	.	7.4	— — —
1912	.	.	.	.	8.0	— — —

Men kan ook uitgaan van andere gegevens tot beoordeeling — deze hebben echter niet meer dezelfde waarde — namelijk de cijfers geleverd door de statistiek der vervolgingen.

Ziehier het evenredig getal klachten, aanklachten en processen-verbaal, bij de verschillende parketten ingekomen:

In 1910	.	.	.	.	28.0	klachten per 1,000 inwoners.
In 1911	.	.	.	.	28.2	— — —
In 1912	.	.	.	.	29.2	— — —

Op dat gebied is er dus toeneming, doch die statistiek is van geringe beteekenis, vooral wanneer men weet hoe verschillend de parketten te werk gaan bij het nummeren van de opgaven en hoeveel nieuwe wanbedrijven en overtredingen bij nieuwe wetten werden voorzien.

Als men die cijfers van die toeneming omstandig onderzoekt, stelt men vast dat, bij al de parketten van het land, de toestand nagenoeg onveranderd is gebleven, uitgenomen:

Te Brussel waar het getal klachten klimt van	41,198	tot	44,850
Te Antwerpen	—	—	17,685 tot 19,168
Te Charleroi	—	—	25,555 tot 27,752
Te Luik	—	—	15,054 tot 16,694

Te zamen. . 99,452 108,464

Wanneer men vaststelt dat het getal klachten en processen-verbaal onveranderd blijft voor het gansche land, dan spreekt het vanzelf dat de buitengewone toeneming, bevonden bij vier parketten van het land, kan te wijten zijn aan eene uitzonderlijke oorzaak, waaruit geen afdoende gevolgtrekking kan afgeleid worden. Die cijfers hebben overigens niets gemeens met de statistieken der veroordeelingen, welke op wetenschappelijke gronden worden opgemaakt door het Ministerie van Justitie; op het einde van het jaar zendt ieder parket, naar gegevens die dikwijls vrij haastig worden verzameld, inlichtingen in, waarvan de echtheid niet verder onderzocht wordt. Zoodra men afwijkt van de statistiek der veroordeelingen om te steunen op de cijfers van de statistiek der vervolgingen, loopt men gevaar te dwalen.

Daarenboven werden in 1912 bij de parketten van Brussel, Antwerpen, Charleroi en Luik, nagenoeg 30,000 klachten dadelijk van de hand gewezen.

In Frankrijk werden aldus 309,101 klachten van de hand gewezen in 1909!

Kortom, die statistiek is, om zeer talrijke redenen, van ondergeschikt belang en het is wonder dat, in *La Belgique criminelle*, een zoo schrander man als de heer Henri Joly de betrekkelijkheid daarvan niet heeft beseft.

Eene opgave van grootere beteekenis is die van het getal zaken, in 1912 onderworpen aan de verschillende onderzoeksrechters van het land: zij moesten kennis nemen van 52,515 zaken tegen 52,469 in 1911; er waren dus 154 zaken minder.

In eene hoogst belangwekkende studie, steunende op de statistiek der veroordeelingen, tracht men, sedert 1902, het geheel getal vast te stellen van al de misdrijven die behooren tot een en zelfde jaar; die studie gaat natuurlijk niet verder dan het jaar 1909, vermits men den gewonen termijn der verjaring moet laten verloopen, alvorens ze bepaald te sluiten.

Ziehier de uitkomst:

In 1905 werden 69,456 misdrijven gepleegd en vervolgd voor de rechtbanken.

In 1906 werden 75,363 misdrijven gepleegd en vervolgd voor de rechtbanken, dus 5,907 meer.

In 1907 werden 76,858 misdrijven gepleegd en vervolgd voor de rechtbanken, dus 1,495 meer.

In 1908 werden 68,423 misdrijven gepleegd en vervolgd voor de rechtbanken, dus 8,435 minder.

In 1909 werden 65,989 misdrijven gepleegd en vervolgd voor de rechtbanken, dus 2,434 minder.

Eindelijk — en dit is afdoende — indien men in 't algemeen, voor elk tijdsverloop van vier jaren, in aanmerking neemt het gemiddeld getal personen, die elk jaar werden veroordeeld gedurende de twaalf jongste jaren, dan komt men tot deze uitslag:

Tijdvak 1901-1904.	.	gemiddeld getal veroordeelden :	55,829	per jaar.
— 1905-1908.	.	—	55,119	—
— 1909-1912.	.	—	52,153	—

Uit al die gegevens te zamen kan men besluiten dat « de wassende vloed van de criminaliteit » in België veeleer loutere beeldspraak mag heeten, waarvan men zich slechts met omzichtigheid behoeft te bedienen.

Ons dunkens, neemt de criminaliteit in België sedert verscheidene jaren hoegenaamd niet toe en, zoo men rekening houdt met het aangroeien der bevolking en met de talrijke nieuwe misdrijven voorzien bij bijzondere wetten, dan mag men zonder aarzelen besluiten dat het getal misdrijven in België vermindert.

Is deze bevinding in alle opzichten aanmoedigend, dan moet zij ons aanzetten meer dan ooit de criminaliteit te bestrijden; er is geen streven dat meer belang oplevert voor de veiligheid der ingezetenen, de openbare rust en den socialen vooruitgang.

*
* *

Het land wacht met belangstelling op de eerste uitkomsten der wet op de kinderbescherming en haren invloed op den critischen leeftijd van de criminaliteit.

Wij stellen inderdaad vast dat in 1912, op duizend Belgen, van 18 tot ten volle 20 jaar oud, 31.7 veroordeeld werden. Dat is een onrustbarend getal, waarvan de angstwekkende toeneming, tot welken prijs ook, dient te worden gestremd.

Levert de wet op de kinderbescherming de verhoopte uitkomsten op, dan is het in de afneming van het getal wetsovertreders, van 18 tot 21 jaar oud, dat men het sociaal voordeel moet vinden.

De wet behoeft tevens doelmatig op te treden voor een andere zaak : benevens den strijd tegen de kindermisdrijven dient de strijd tegen de **HERHALING VAN MISDRIJF** te worden gevoerd.

In 1912 werden, op honderd individueele misdrijven nagenoeg vijftig gepleegd door wederbedrijvers of recidivisten. Het is vooral vanaf den mannelijken leeftijd — 25 jaar — dat de recidivist plaats neemt op den eersten rang van de criminaliteit. De overtreders (mannen), van 25 tot 50 jaar oud, — in 1912 veroordeeld wegens misdaden of wanbedrijven — waren recidivisten in de verhouding van 14,595 tot 9,482 die voor de eerste maal veroordeeld werden; daaronder zijn de veroordeelden wegens diefstal ten getale van 1,541 recidivisten tot 752 die voor de eerste maal werden gestraft. Er werd overigens vastgesteld dat 50 t. h. van de recidivisten zich steeds aan misdrijven van denzelfden aard schuldig maken.

Tegenover deze cijfers moeten wij, mits het voorbehoud betreffende de statistiek der vervolgingen, het getal misdaden en wanbedrijven stellen, die ongestraft bleven, omdat de onderzoeksrechter den dader niet kon ontdekken : het bedroeg, in 1912, 7,659 wanbedrijven en 3,083 misdaden. Meer dan 3,000 misdaden die ongestraft bleven in één jaar! Het staat echter vast, dat de meeste dezer misdrijven werden gepleegd door recidivisten; opgeleid in de misdaad, echte vakkundigen op dat gebied, leggen die wetsovertreders al hunne geslepenheid aan den dag om de politie te misleiden en geen enkel spoor van hun misdrijf na te laten. Door strenge maatregelen te

treffen tegen de recidivisten, zal men tevens het getal misdaden, die *ongestraft blijven*, ongetwijfeld verminderen.

Uit deze bevindingen blijkt, welken grooten dienst het Parlement aan het gemeenebest zou bewijzen door op dit gebied eene wet te maken.

In onze wetgeving zijn er nagenoeg geen bepalingen betreffende de herhaling van misdrijf; de theorie van het Strafwetboek is eng en ondoelmatig: gedurende het jaar 1912 waren er, op een geheel getal van 29,496 individuele veroordeeligen uitgesproken tegen recidivisten (in den uitgebreiden zin van de statistiek der veroordeelingen), slechts 1,226 boetstraffelijke veroordeelingen tot zes maanden gevangenisstraf of daarboven. Het ondoeltreffende van onze wetgeving op dit gebied is dus opvallend.

De recidivist is de onverbeterlijke misdadiger, dien de gevangenis niet genezen kan; de cel is voor hem een toevluchtsoord, waar hij onderkomen, verwarming en lekkere soep vindt, waar hij van zijn misdaad van gisteren uitrust en die van morgen beraamt.

Voor den wetsovertreder, die voor de eerste maal terechtstaat, bestaat hoop op verbetering; het gerecht moet voor hem edelmoedig, toegevend en mild zijn; men heeft het met klem gezegd: *Gerechtigheid zonder goedheid mist hare zending*.

Een uitstekend magistraat, de heer Scheyven, gewezen eerste voorzitter van het Hof van Cassatie, schreef onlangs, in belangwekkende bladzijden die eenigszins zijn rechterlijk testament uitmaken, het volgende: « Waaron » zou ik het niet bekennen, ik zeg vaak bij mij zelf dat ik, bij het volbrengen van de pijnlijke zending bestaande in het opsporen en berechten van » de schuldigen, al te streng te werk ging. Het komt mij voor, dat, moest ik » mijn leven herbeginnen en opnieuw te midden van de ellende staan, welke » het toepassen van het strafrecht aan het licht brengt, ik de oorzaken, » die de toerekenbaarheid in strafzaken verminderen, beter zou opsporen » en ik meer medelijden zou koesteren voor de ongelukkige slachtoffers » hetzij van de erfelijkheid, van de slechte voorbeelden of van eene gebrekkige opvoeding, hetzij dikwijls van de diepste ellende; ik zou ook met » meer berusting de zoo natuurlijke pogingen dulden van velen onder hen, » die trachten de ontdekking van de waarheid te belemmeren en aldus aan » de strengheid van het gerecht te ontsnappen. »

Laat ons wenschen dat zulke edele woorden en zulk droefgeestig leedwezen weerklank vinden tot in het hart en het geweten van al onze magistraten.

Maar, wanneer iemand blijkt te zijn een verharde misdadiger, op wien goedheid geen vat meer heeft en voor wiens verbetering geen hoop meer bestaat, wanneer hij gekomen is tot het stadium, dat onze criminalisten « den gevaarlijken toestand » heeten, dan wordt de quaestie van eene min of meer strenge toepassing van ondergeschikt belang, dan dient in de eerste plaats de openbare veiligheid te worden gevrijwaard. De straf moet niet zoozeer het feit als den bedrijver treffen; hij is het gevaarlijke wezen dat dient te worden getroffen door het voor een min of meer langen tijd te verwijderen uit de maatschappij, waar het de openbare orde bedreigt.

De Fransche criminalisten, met den heer Garçon, professor in de rechten te Parijs, aan het hoofd, achten dat het peil van de criminaliteit veel hooger zou stijgen, zoo de verbanning naar eene kolonie niet ongeveer twintig duizend recidivisten uit Frankrijk verwijderd hield.

De aandacht, vooral de aandacht van hen, die er aan denken de recidivisten naar Congo te verbannen, dient echter te worden gevestigd op de meening van den heer Henri Joly in zijn werk *Le Combat contre le Crime*: « Niet alleen ontvalt ons niet ééne bekommernis door de uitwijzing of de verbanning naar eene kolonie; niet alleen ruimen zij de bezwaren van het strafstelsel niet uit den weg, maar bij al de moeilijkheden, welke zij laten bestaan en tevens verergeren, voegen zij er nieuwe bij, welke zij niet in staat zijn om op te lossen. »

Twée wetsontwerpen werden hieromtrent bij de Kamer ingediend. Een wetsontwerp van den heer Van den Heuvel voorziet hogere straffen bij herhaling van misdrijf. Een ander, echt belangwekkend ontwerp van wijlen den heer Devigne, dat meer strookt met de thans heerschende meening in zake van herhaling van misdrijf, voorziet de opsluiting van onverbeterlijke recidivisten voor een onbepaalden tijd, niet als straf, maar als een maatregel van wijs vooruitzicht en openbare veiligheid.

De Middenafdeeling drukt den wensch uit, dat de Regeering eerlang een wetsontwerp op de herhaling van misdrijf indiene; zij is overtuigd dat eene wetgeving, die de onverbeterlijke recidivisten in de onmogelijkheid zou stellen kwaad te doen, het getal der meest geduchte en meest zware misdaden merkelyk zou doen dalen.

Laat ons er bijvoegen dat een lid van de Middenafdeeling, onder alle voorbehoud en willende, zeide hij, de hoofdzakelijke verantwoordelijkheid bepalen, wees op het onvolmaakte van eene maatschappelijke regeling, waarbij de toestand van weezen, van verlaten kinderen en van de zoo belangwekkende massa van abnormalen al te veel over 't hoofd gezien wordt, zelfs niet gekend is, en waarbij de lichamelijke, verstandelijke en moreele krachten van de arbeidersklasse noch gespaard, noch ontwikkeld worden.

De meerderheid van de Middenafdeeling was van meening, dat deze opmerking niet genoeg rekening houdt met tal van bestaande werken, noch met de onlangs door het Parlement aangenomen wetten.

Er kan geen sprake zijn van bestrijding der criminaliteit en vooral der herhaling van misdrijf, zonder dat men aan het alcoholisme denkt. Ook op dat gebied werd eenige vooruitgang gemaakt.

Ziehier het getal veroordeelingen wegens schandelijke dronkenschap gedurende de jongste vijf jaren :

1908	23,610 veroordeelingen.
1909	21,971 —
1910	22,032 —
1911	20,581 —
1912	21,410 —

Niets is meer beteekenisvol dan het feit, dat de groote meerderheid der veroordeelingen aan dronkenschap door alcohol te wijten zijn.

Onderstaande tabel vermeldt het evenredig getal individueele veroordeelingen ten laste van overtredders, *die in staat van dronkenschap verkeerden*.

Eerste veroordeelingen.	Veroordeelingen ten laste van recidivisten.
In 1908. . . . 12.24 t. h.	43.83 t. h.
In 1909. . . . 12.02 t. h.	43.97 t. h.
In 1910. . . . 11.59 t. h.	44.46 t. h.
In 1911. . . . 11.42 t. h.	45.17 t. h.
In 1912. . . . 11.74 t. h.	44.16 t. h.

Deze betreurenswaardige cijfers spreken luider dan al wat men zeggen kan tot staving van eene « rechterlijke politiek » die, als hoofdpunt van haar programma, een hardnekkigen strijd tegen de dronkenschap wil aandoen.

*
* *

De oplossing van het vraagstuk van het geheime onderzoek en van de hervorming der rechtspleging in strafzaken kan onmogelijk langer uitgesteld worden.

Het Wetboek van Strafvordering dagteekent van 1808; men zou zelfs mogen zeggen dat het behoort tot de voormalige orde van zaken vóór de Fransche omwenteling, want het inquisitoriaal stelsel, steunende op de volstreekte geheimhouding, is slechts een vervolg van de crimineele ordonnantie van 1670.

Het is overigens niet te verwonderen dat, in 1808, het absolutisme van Napoleon zich vereenigde met een stelsel, hetwelk op zoo krachtige wijze het gezag in de handen van éénen persoon legt, tot groote schade van de individueele vrijheid.

Die noodzakelijke hervorming raakt de grondslagen zelve van het strafrecht en de heer Thonissen mocht terecht zeggen « dat het een van de belangrijkste vraagstukken is van ons moderne recht ».

Ook boeide het steeds de aandacht van hen, die belang stellen in den geleidelijken ontwikkelingsgang van onze wetgeving.

Het Congres had zich reeds de zaak aangetrokken en artikel 139 van de Grondwet is thans nog even actueel als in 1850: « Het Nationaal Congres » verklaart dat het noodzakelijk is, door afzonderlijke wetten en zoo spoedig » mogelijk de volgende zaken te regelen: ... De herziening der wetboeken ».

Talrijke pogingen getuigen van een onafgebroken strijd, van eene toeneemende beweging om onze rechtspleging in strafzaken te wijzigen.

Eene Commissie werd, bij koninklijk besluit van 5 Maart 1850, buiten het Parlement benoemd, met last het Wetboek van Strafvordering te herzien: zij werkte, doch op frage wijze.

Twintig jaar later, in een verslag aan den Koning in Januari 1870, werd door den heer Bara, Minister van Justitie, die deze commissie nieuwe levenskracht wilde bijzetten, voorgesteld haar aan te vullen door toevoeging van nieuwe leden.

« Sedert enkelen tijd, luidt het verslag aan den Koning, houdt men zich, » in België en overal in Europa, veel bezig met alles wat het onderzoek » in strafzaken betreft. Zonder de maatschappij te willen ontwapenen, » doch tevens door haar de meest doeltreffende en snelwerkende middelen » aan de hand te doen om de misdrijven te bewijzen en de schuldigen te » straffen, treedt men op tegen sommige strenge bepalingen welke men over- » dreven of nutteloos acht tegen den tragen gang van de rechtspleging en » tegen de bevoegdheden der magistraten die men al te uitgebreid vindt.

» De Commissie zal moeten nagaan of het voorbereidend onderzoek dient » geheim te blijven of, in 't algemeen, openbaar te worden; of de bevoegd- » heden van de hoofden van het parket en van den onderzoeksrechter dienen » te worden gehandhaafd zooals thans; of de verdediging geen rechten » heeft bij den aanvang van het onderzoek. »

Het vraagstuk staat aldus in zijn geheel omvang afgeteekend.

Toen verscheen ook eene studie van den heer Prins : *La réforme de l'instruction préparatoire en Belgique*, welke een heftig requisitorium is tegen het inquisitoriaal stelsel van het Wetboek van 1808 en tevens een flink en gedocumenteerd pleidooi ten bate van de invoering van het stelsel van beschuldiging, dat Engeland vereert.

De buiten het Parlement benoemde Commissie diende in 1876 een voor- ontwerp in, zoodat de Kamer, op hare beurt, eene Bijzondere Commissie benoemde, waarvan de achtbare heer Woeste de eenige overlevende is en die het geluk had den heer Thonissen tot verslaggever te hebben.

De uitstekende criminalist bracht, van 11 Mei 1877 tot 8 Mei 1884, verscheidene verslagen uit, welke in twee lijvige boekdeelen werden vereenigd en een voornaam, in elk opzicht aanzienlijk werk uitmaken.

Alleen de voorafgaande titel van het ontwerp werd, mits enkele wijzigingen, tot wet gemaakt; het is geworden de wet van 17 April 1878; deze bepaalt de wijze waarop de vervolging moet geschieden.

Sedert werden talrijke en belangwekkende debatten gevoerd onder de magistraten en de advocaten: openingsreden voor en tegen de herziening, — dringende wenschen voor de openbaarheid van het onderzoek en de rechten der verdediging, uitgebracht door de meest bevoegde leden der balie of door den *Bond der Belgische advocaten*, — een geheele reeks van rechtskundige werken, vol vuur en strijdlust.

Deze beweging gaf aanleiding tot het wetsontwerp tot hervorming van het vooronderzoek, dat op 29 Maart 1901 ter Kamer ingediend werd en onder- teekend was door de heeren Paul Janson en Hymans; de toelichting werd geschreven door den heer Janson.

Volgens de onderteekenaars had dit ontwerp ten doel, de voorstanders van het inquisitoriaal stelsel en die van het beschuldigingsstelsel tot verstand- houding te brengen. Dit ontwerp handhaaft de opvatting van den onder- zoeksrechter volgens het inquisitoriaal beginsel: deze magistraat blijft ambtenaar van politie belast met de opsporing, persoonlijk bekommerd om het welslagen zijner opsporingen, en anderdeels, rechter, magistraat bevoegd om een oordeel te vellen gedurende het voorafgaand tijdperk van

het onderzoek. De aangeklaagde heeft echter een recht van contrôle op de handelingen van den onderzoeksrechter, hij geeft aan de bedrijvigheid van den rechter eenen voor de verdediging gunstige richting, hij mag zelfs aanwezig zijn bij het getuigenverhoor. Het was een stout initiatief, zoo men rekening houdt met de omstandigheden van tijd en plaats.

Wanneer de Middenafdeeling bereid was om over te gaan tot het onderzoek van het ontwerp-Janson, kondigde de heer Vandenheuvel, Minister van Justitie, aan, dat de Regeering eerlang gebruik zou maken van haar initiatief; inderdaad, op 26 Februari 1902 diende de Regeering een ontwerp van wet in, behelzende de titels II en III van het Wetboek van Strafvordering.

De Memorie van Toelichting, steunende op de hoofdgedachten van het verslag van den heer Thonissen, verklaart zich voor de handhaving van het inquisitoriaal stelsel; daartoe doet het vooral uitschijnen dat het noodzakelijk zou zijn, moest men het stelsel van beschuldiging invoeren, grondige wijzigingen te brengen in de aanwerving van de rechterlijke politie. « Men zou, zegt de heer Vandenheuvel, de tegenwoordige bevoegdheden van den onderzoeksrechter moeten opdragen aan ambtenaren van politie, die, in menig opzicht, minder waarborgen zouden opleveren ».

Volgens het ontwerp-Vandenheuvel, mag de verdediging aanwezig zijn bij de huiszoekingen, de plaatsopnemingen, het onderzoek door deskundigen; zij mag er tegenspraak voeren, doch het getuigenverhoor blijft geheim voor den aangeklaagde en zijn verhoor geschiedt zonder bijstand van den advocaat.

De onderzoeksrechter blijft ambtenaar van politie en tevens magistraat, hij bestuurt het onderzoek, doch behoudt eene beraadslagende stem in de Raadkamer.

Het initiatief van de Regeering is ongetwijfeld een ernstige vooruitgang en men brengt volgaarne hulde aan de denkbeelden, waarvan zij uitging.

Haar ontwerp stuitte echter tegen talrijke opwerpingen, omdat het, feitelijk, de geheime en besloten inquisitoriale rechtspleging behield, terwijl, in Frankrijk, een ophefmakende slag aan dit stelsel werd toegebracht.

Eene wet, in 1897 aangenomen — de wet-Constans — verleende aan den advocaat van den aangeklaagde toegang tot het kabinet van den onderzoeksrechter, telkens als de aangeklaagde er in verhoor werd genomen.

Levert deze vinnig bestreden en hoog opgehemelde wet de nadeelige uitslagen of de werkelijke voordeelen op, door de eenen geducht en door de anderen verhoopt?

Verleden jaar werd, te Parijs zelf, een onderzoek ingesteld door een onzer meest bevoegde rechterlijke kroniekschrijvers, den heer Camille Roussel. Uit dit belangwekkend onderzoek, waarbij de meeningen van tal van Parijsche magistraten en advocaten werden geboekt zonder vast plan, schijnt te blijken, dat de wet-Constans slechts eene zeer onvolledige oplossing is van de herziening van het Wetboek van Strafvordering, welke oplossing geen aanleiding heeft gegeven tot de geduchte bezwaren.

Het is waar, zooals uit gezegd onderzoek blijkt, dat de onderzoeksrechters in Frankrijk tamelijk handig de wet ontduiken, telkens als zulks hun belijft.

Kortom, de wet-Constans schijnt eene ietwat oppervlakkige nieuwigheid te zijn : zij is geen ernstige hervorming van het onderzoek in strafzaken ; de geheime rechtspleging zelve dient te worden hervormd, zoo men een degelijk en volledig werk wil tot stand brengen.

De onderscheidene ontwerpen, die bij de Kamer werden ingediend, zijn vervallen ten gevolge van de ontbinding ; de Regeering behoort dus een ontwerp in te dienen om een eind te maken aan de misbruiken van een verouderd Wetboek, waarvan de heer Thonissen schreef :

« Men zou moeilijk een criminalist van eenige beteekenis ontdekken, die » erin zou toestemmen, op te treden ten bate van de geheime rechtspleging, » zooals zij door het Wetboek van 1808 werd ingevoerd. »

Bij de behandeling der Begrooting van Justitie, in 1915, kondigde de achtbare Minister van Justitie het indienen van een ontwerp hieromtrent aan.

Laten wij hopen dat de Regeering, een stap verder gaande op den weg eener geleidelijke evolutie, de herziening van onze strafvordering zal kunnen tot stand brengen door het onderzoek op tegenspraak in te voeren en den onderzoeksrechter te houden binnen de grenzen van zijne eigenlijke zending.

De Procureur des Konings is, uit hoofde van zijn ambt zelf, een ambtenaar van de rechterlijke politie, belast met het opsporen van de misdaden en wanbedrijven, met het vereischt onderzoek om de schuldigen te ontdekken en het bewijs hunner schuld te leveren. Men begrijpt niet hoe het logisch en noodzakelijk zijn kan, benevens den Procureur des Konings een rechter te plaatsen, die op zijne beurt optreedt als ambtenaar van de rechterlijke politie, gelast de bewijzen van het misdrijf persoonlijk te verzamelen. De rechtsgeleerden zullen vergeefs antwoorden : de eene heeft het recht van vordering, de andere het recht van onderzoek ; dat zijn spitsvondigheden die de werkelijke toestanden niet in aanmerking nemen.

Waarom kan alleen het openbaar ministerie niet met deze zending belast worden? Welk kwaad zou er in liggen, de formule van den heer Prins toe te passen : het openbaar ministerie moet de aanklager, de geheele aanklager en niets dan de aanklager zijn.

En dan treedt de onderzoeksrechter op volgens de prachtige opvatting van het stelsel van beschuldiging.

Onbekend met de politieopsporingen, waartoe het openbaar ministerie overgaat, doet hij werkelijk uitspraak over het onderzoek, zooals hij uitspraak zou doen in een burgerlijk geding, tusschen den Procureur des Konings, die aanklaagt, en den beklaagde, door zijn advocaat bijgestaan, die zich verdedigt. Het vooronderzoek geschiedt in het openbaar en door den rechter wordt geen voorarrest, geen onderzoek door deskundigen, geen plaatsopneming, geen enkele maatregel voorgeschreven dan na een debat op tegenspraak, in zijn bijzijn gevoerd. Na uitspraak te hebben gedaan, blijft de rechter gezeten, hij verzegelt het parket niet en blijft vreemd aan elken maatregel van uitvoering.

Wie zal betwisten dat dit volstrekt openbaar debat, op vrije tegenspraak, voor een magistraat die voortaan vreemd blijft aan het welslagen van de pogingen der politie, op deze toezicht houdt en de rechten der beschuldiging en die der verdediging met evenveel bezorgdheid doet eerbiedigen; wie zal betwisten dat dit geen betere rechtsbedeeling is, dat het meer strookt met een tijdperk dat noch openbaarheid, noch tegenspraak ducht?

De herinrichting van onze rechterlijke politie zou het gevolg zijn van dezen nieuwen maatregel; zóó zouden de belangen van de samenleving, het algemeen belang er evenveel baat bij vinden als de rechten van de verdediging en de eerbiediging van de individueele vrijheid. Doch, wij zeggen het zonder omwegen, zulke hervorming kan slechts dan ingevoerd worden wanneer het belang en de eer der ingezetenen doelmatig beschermd worden tegen de donkere plannen van de politie en de willekeur of het misbruik van gezag door de parketten.

*
* * *

Bij het onderzoek van de Begrooting in de Middenafdeeling werd vooral aangedrongen op de volgende punten :

- a) De herinrichting van het notariaat ;
- b) De vrees voor « overdreven papierrommel » bij de toepassing der wet op de kinderbescherming ;
- c) De noodzakelijkheid van de samensmelting der weldadigheidsbureelen en der godshuizen ;
- d) Het nut van de herinrichting der weldadigheidsscholen, zoodat zij meer bijdragen tot de verbetering van de jeugdige opgeslotenen.

De Begrooting werd door de Middenafdeeling aangenomen met 5 stemmen tegen 1 en 1 onthouding.

De Verslaggever.

EUG. STANDAERT.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

